



RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 B 00444

Numéro SIREN : 388 758 617

Nom ou dénomination : EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

Ce dépôt a été enregistré le 07/11/2014 sous le numéro de dépôt 16688

- 7 NOV. 2014

16688

③

EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

Société par actions simplifiée au capital de 2 346 450 €
Siège social :

ZAC de Saumaty Séon - Avenue de la Gare
13016 MARSEILLE
388 758 617 RCS MARSEILLE

Fabienne KISTON
Contrôleuse principale

DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 30 SEPTEMBRE 2014

Procès verbal

L'an deux mil quatorze,
Le trente septembre,

Monsieur Frédéric CARMILLET,

Agissant en qualité de Directeur Général de la Société EIFFAGE ENERGIE, SAS au capital de 92 616 272 €, ayant son siège social sis 117, rue du Landy 93200 SAINT-DENIS, immatriculée sous le numéro 775 673 031 au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY,

Associé Unique de la Société EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE (ci-après « la Société ») ;

A préalablement déclaré ce qui suit :

Par Décision en date du 4 septembre 2012, EIFFAGE ENERGIE, associée unique de la Société, agissant en application des dispositions de l'article L 225-248 du Code de Commerce, par suite de la situation de ses capitaux propres à la clôture de l'exercice 2011, le 31 décembre 2011, résultant des comptes annuels dudit exercice dûment approuvés le 16 mai 2012, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution anticipée de la Société et décidé le maintien de l'activité sociale.

Depuis, les capitaux propres sont restés inférieurs au minimum légal. A la clôture de l'exercice social 2013, approuvés le 27 mai 2014, la situation nette de la Société ressort négative de (9 429 643,96) € pour un capital de 2 346 450 €.

Il y a lieu de régulariser la situation afin de pérenniser l'activité de la Société.

Et pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique décide de supprimer la mention de la valeur nominale exprimée dans les statuts ; en conséquence, de modifier comme suit l'article 7 des statuts :

Ancienne rédaction :

ARTICLE 7 – Capital social (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 28/09/2007)

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS TROIS CENT QUARANTE SIX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (2 346 450 €) divisé en QUINZE MILLE SIX CENT QUARANTE TROIS (15 643) actions de CENT CINQUANTE EUROS (150 €) chacune, entièrement libérées.

Nouvelle rédaction :

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 30/09/2014)

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS TROIS CENT QUARANTE SIX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (2 346 450 €) divisé en QUINZE MILLE SIX CENT QUARANTE TROIS (15 643) actions, entièrement libérées.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique, comme conséquence de la non reconstitution des capitaux propres de la Société dans les délais requis, connaissance prise du rapport du Commissaire aux comptes établi en exécution des dispositions de l'article L 225-204 du Code de Commerce, considérant que les pertes de la Société figurant au bilan s'élèvent à (12 010 738,96) €, décide de les amortir :

1. A concurrence de 234 645,00 €, par affectation des postes ci-après du bilan :

Réserve Légale	234 645,00 €
TOTAL	234 645,00 €

2. A concurrence de 2 346 450 €, par une réduction de capital de même montant réalisée par voie de réduction à zéro du nombre total des actions, sous condition suspensive de la reconstitution immédiate du capital social à hauteur au moins du minimum légal.

En conséquence, désormais :

- le montant des pertes apparaissant encore au bilan s'élève à (9 429 643,96) €,
- le capital social, initialement de 2 346 450 € est ramené à 0 €,

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique, comme conséquence de la précédente décision décide d'augmenter le capital de 9 929 643 € pour le porter de 0 € à 9 929 643 €, par émission de 9 929 643 actions nouvelles, créées avec jouissance au 1er janvier 2014, soumises à toutes les dispositions statutaires et assimilées aux actions anciennes, à libérer en numéraire, en totalité, lors de la souscription.

Il déclare souscrire la totalité des 9 929 643 actions nouvelles émises et libérer intégralement le montant exigible de la souscription, soit la somme de 9 929 643 € par versement de ladite somme en numéraire. En conséquence, il établit *et signe immédiatement le bulletin de souscription prévu par les dispositions de l'article L 225-143 du Code de commerce.*

Le montant de la souscription sera déposé, dans les huit jours de leur réception à la Banque BNP Paribas en sa succursale sise Centre d'Affaires Elysée Haussmann – 37/39 rue d'Anjou – 75008 PARIS.

Conformément à la loi le versement des fonds en numéraire sera constaté par un certificat délivré par la Banque BNP Paribas sur présentation du bulletin de souscription.

L'augmentation de capital sera définitivement réalisée à la date de l'émission du certificat susvisé.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique, comme conséquence des précédentes décisions, dès la réalisation de l'augmentation du capital social de 0 € à 9 929 643 €, décide d'amortir le solde des pertes apparaissant encore au bilan à concurrence de 9 429 643 € par réduction de capital de même montant réalisée par voie de réduction du nombre total des actions de 9 929 643 à 500 000, le capital social étant ainsi ramené de 9 929 643 € à 500 000 € réparti en 500 000 actions.

CINQUIEME DECISION

L'Associé Unique, par suite des troisième et quatrième résolutions, décide à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital immédiatement suivie de la réduction du capital objet, de modifier comme suit l'article 7 des statuts :

Ancienne rédaction :

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 30/09/2014)

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS TROIS CENT QUARANTE SIX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (2 346 450 €) divisé en QUINZE MILLE SIX CENT QUARANTE TROIS (15 643) actions, entièrement libérées.

Nouvelle rédaction :

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 30/09/2014)

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT MILLE EUROS (500 000 €) divisé en CINQ CENT MILLE (500 000) actions entièrement libérées.

∞

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, il est établi le présent procès-verbal qui sera répertorié dans le registre tenu à cet effet.

Pour la Société EIFFAGE ENERGIE
Le Directeur Général, Frédéric CARMILLET



16 688

(11)

- 7 NOV. 2014

~~EXTRAIT CONFORME~~

EIFPAGE ENERGIE MEDITERRANEE

SAS au capital de 500 000 €

Siège social :

Avenue de la Gare - ZAC de Saumaty Séon

13016 MARSEILLE

388 758 617 RCS MARSEILLE

STATUTS

A jour de la Décision de l'Associé Unique du 30 septembre 2014

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée le 23 septembre 1992.

Elle a été transformée en :

- Société en nom collectif par l'Assemblée Général Extraordinaire du 1^{er} janvier 1993
- Société par actions simplifiée à compter du 1^{er} janvier 2005 sur décision de l'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2004.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Elle est régie par les dispositions du Code de Commerce, les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 03/01/2011)

La société a pour objet, en France et dans tout autre pays, directement ou indirectement :

- ↳ L'étude, l'ingénierie, la conception, la réalisation, la maintenance, le service-après-vente, le pilotage et l'exploitation de toutes installations, publiques ou privées qui ensemble ou séparément :
 - utilisent l'électricité ou mettent en œuvre des dispositifs électriques, électroniques, informatiques, numériques, téléphoniques ou mécaniques ;
 - captent, produisent, transportent, distribuent, utilisent ou mettent en œuvre toutes formes et/ou toutes sources d'énergie ou bioénergies, fossiles ou renouvelables : solaire (notamment tous procédés constructifs photovoltaïque intégré au bâtiment) – géothermique – organique (biomasse) - éolienne - hydraulique – marine etc ;
 - consistent à fournir des conditions déterminées de température et d'ambiance en tout lieu et en tout milieu, notamment de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage, réfrigération, déshumidification, pureté et conditionnement de l'air, d'une manière générale font appel au génie climatique ou à l'aéraulique ;
 - consistent à tout procédé de production et de stockage d'énergie (cogénération, trigénération etc.) ;
 - consistent en toutes installations de systèmes de distribution de gaz et fluides médicaux (oxygène, « air-vide » etc.) ;
 - consistent en l'adduction, le pompage de tous fluides, tous travaux de réseaux et de plomberie-sanitaires ;
 - consistent en toute activité ou procédé d'animation, d'éclairage et/ou de sonorisation ;
 - consistent en toute activité ou procédé de traitement et/ou d'assainissement des eaux, de système d'hydro /aéro-massages dans tout milieu naturel ou artificiel : piscines – bassins - plans d'eau– aquariums – aquaculture – fontaines etc ;
 - utilisent des réseaux locaux ou étendus de transmission d'informations (voix, données, images), plus généralement mettent en œuvre toutes technologies de l'information et de la communication, notamment les réseaux de fibre optique et hertziens.

↳ Dans les domaines susvisés :

- tous systèmes de commandes ou de contrôle, de mesure, de télémessure et télécommande, de détection, de sécurité (incendie ou autre), de protection ou de surveillance tels que, notamment, les automatismes, la robotique, l'informatique, la vidéo etc... ;
- toutes activités de couverture, zinguerie, tuyauterie, métallerie, chaudronnerie, serrurerie, étanchéité, maçonnerie, menuiserie, charpente et plus généralement, toutes prestations annexes de bâtiment, de voirie et réseaux divers (canalisations, enfouissements), de génie civil, ou de mécanique ;
- la réalisation d'agencements intérieurs ou extérieurs, la gestion technique de bâtiment ;
- l'étude, le pilotage, l'exécution, la fabrication, la construction destinée à abriter, supporter ou compléter les installations systèmes et dispositifs visés ci-dessus ;
- la conception et la fabrication de tout objet, matériel, engin, outil ou produit.

↳ La participation directe ou indirecte de la société dans toutes les opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles d'apport, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement ;

↳ L'achat, la vente, et au besoin la construction de tous objets utiles aux fins ci-dessus ainsi que l'achat, la vente ou l'exploitation de tous brevets, en France ou à l'étranger, se rapportant à quelque titre que ce soit à l'activité sociale de la société ;

↳ Et également, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés.

ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 15/09/2011)

La société a pour dénomination sociale : **EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE**

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **MARSEILLE (13016) avenue de la Gare – ZAC de Saumaty Séon.**

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président et en tout autre lieu par décision ordinaire des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 28/09/2007)

1. Lors de sa constitution il a été apporté en numéraire à la société 50 000 francs., soit :
Société FORCLUM : 49 900 francs Société SACEM : 100 francs

2. Aux termes d'un traité d'apport partiel d'actif à LE BLANC MESNIL en date du 9 mars 1993 devenu définitif sur décision de l'assemblée générale mixte du 17 juin 1993, la société FORCLUM a apporté à la société ses branches complètes et autonomes d'activités d'installations électriques sises à ASNIERES LES BOURGES (18000) 110, route de Coulangis (SIRET 775 673 031 00644) et à CHATEAUROUX (36000) 58, rue Basset (SIRET 775 673 031 00784) représentant un actif net de 950 000 francs.
3. Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 5 janvier 2001, le capital social a été augmenté en numéraire de 8 839 355 francs et ainsi porté de 1 000 000 francs à 9 839 355 francs par élévation de la valeur nominale des parts sociales de 100 francs à 983,9355 francs pour être ensuite exprimé en euros, soit 1 500 000 euros divisés en 10 000 parts de 150 euros, par application du taux officiel de conversion égale à 1 euro pour 6,55957 francs.
4. Aux termes d'un Traité de fusion en date au BLANC MESNIL du 14 juin 2003, devenue définitif sur délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juillet 2003, la société ARE - SNC au capital de 60 000 €, ayant son siège social Quartier Campourry - Chemin du Kiosque 83190 OLLIOULES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON sous le numéro 421 218 918 - a fait apport de la totalité de son actif évalué à 1 046 787,13 €, à charge de la totalité de son passif, évalué 986 787,13 €, soit un actif net apporté de 60 000 €, apport incluant le fonds de commerce d'installations électriques de la société ARE sis et exploité à l'adresse de son siège social. En rémunération de ces apports, la Société a émis 400 parts sociales nouvelles de 150 € nominal chacune entièrement attribuées à la SOCIETE DE FORCE ET LUMIERE ELECTRIQUES - FORCLUM, associé unique de CONTROLE PROVENCE.
5. Lors de la fusion-absorption le 30 juin 2005 de la société CONTROLE ELECTRICITE ETUDES ET MAINTENANCES INDUSTRIELLES, CEEMI - SAS au capital de 76 224,51 €, ayant son siège social Quartier Castellamare, Chemin Polygone 13250 SAINT CHAMAS, 330 042 508 00045 RCS SALON DE PROVENCE - dans les conditions de l'article L 236-11 du Code de Commerce, le patrimoine de ladite société a été transmis. La fusion n'a pas donné lieu à augmentation de capital.
6. Lors de la fusion-absorption le 30 juin 2005 de la société FORCLUM PROVENCE – SAS au capital de 244 968,30 €, ayant son siège social Quartier Castellamare, Chemin Polygone 13250 SAINT CHAMAS 428 954 309 RCS SALON DE PROVENCE – a fait apport de la totalité de son actif, s'élevant à 2 219 863,39 € à charge de la totalité de son passif s'élevant à 1 974 891,39 €, soit un actif net apporté égal à 426 541,29 €. En rémunération de cet apport, la Société a émis 1 633 actions chacune entièrement attribuées à la SOCIETE DE FORCE ET LUMIERE ELECTRIQUES, FORCLUM associé unique FORCLUM PROVENCE.
7. Aux termes de trois projets de fusion en date à LE BLANC MESNIL du 6 août 2007, devenus définitifs sur Décision de l'Associé Unique du 28 septembre 2007, les sociétés :
 - ↳ ALPELECTRIC, société anonyme au capital de 45 735 €, ayant son siège social route de Rambaud – 05000 GAP - 386 950 158 RCS GAP
 - ↳ CONTROLE REGULATION ENTREPRISE - CRE, société par actions simplifiée au capital de 156 997 €, ayant son siège social Zone Artisanale CNR – 84860 CADEROUSSE - 311 700 546 RCS CARPENTRAS
 - ↳ ENTREPRISE GARNIER ELECTRICITE, société par actions simplifiée au capital de 40 000 €, ayant son siège social 4, allée de Volgelaye – Zone Industrielle Le Plan – 04400 BARCELONNETTE - 325 000 990 RCS DIGNE LES BAINS
 ont respectivement fait apport à la société de la totalité de leur actif à charge de la totalité de leur passif comme suit :
 - ↳ L'apport-fusion de la société ALPELECTRIC a représenté un montant de 374 748,06 € en rémunération duquel la société a émis 2 288 actions nouvelles de 150 € attribuées à l'Associé Unique de ALPELECTRIC ;

- ↳ L'apport-fusion de la société CRE a représenté un montant de 172 696,70 € en rémunération duquel la société a émis 1 054 actions nouvelles de 150 € attribuées à l'Associé Unique de CRE ;
- ↳ L'apport-fusion de la société ENTREPRISE GARNIER ELECTRICITE a représenté un montant de 44 000 € en rémunération duquel la société a émis 268 actions nouvelles de 150 € attribuées à l'Associé Unique de GARNIER ;

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 30/09/2014)

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT MILLE EUROS (500 000 €) divisé en CINQ CENT MILLE (500 000) actions entièrement libérées.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'assemblée des associés statuant dans les conditions de l'article 14 ci-après.

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Ces actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelle que main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

ARTICLE 11 – CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1. La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

2. Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

3. Pluralité d'associés :

↳ **Agrément, Prémption**

Si la Société vient à compter plusieurs associés, les cessions d'actions sont libres entre associés et en cas de cession de la totalité des actions composant le capital social.

Toute autre cession d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice, est soumise à agrément et ouvre un droit de préemption dans les conditions ci-après. Il en est de même en cas d'apports en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Le cédant notifie au Président et à chacun des associés le projet de cession, par lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant la dénomination sociale, la forme, le montant du capital, le siège et le Registre du Commerce et des Sociétés du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification au cédant et au Président au plus tard dans les quinze jours de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de trente jours ci-dessus, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Si, dans une cession, le droit de préemption des associés n'absorbe pas la totalité des actions concernées, la Société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire d'un mois. Lorsque les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

A défaut d'exercice de leurs droits de préemption par les titulaires ci-dessus, et dans les délais prévus, la cession projetée peut être réalisée mais seulement aux prix et conditions contenus dans la notification visée ci-dessus, le non-exercice du droit de préemption valant agrément du cessionnaire.

↳ **Sanctions :**

Il ne pourra être procédé au virement des actions du compte du cédant au compte du cessionnaire qu'après justification par le cédant du respect de la procédure de préemption.

Toute cession effectuée en violation des clauses ci-dessus est nulle. En outre, l'associé cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai de un mois à compter de la révélation à la Société de l'infraction, et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'il ait été procédé à ladite cession.

ARTICLE 12 – PRESIDENT (A jour de la Décision de l'Associé Unique du 19/05/2009)

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par l'associé unique ou par décision collective des associés.

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir l'associé unique ou les associés trois mois au moins à l'avance.

La révocation du Président n'a pas à être motivée, et ne peut donner lieu à quelque indemnité que ce soit.

La rémunération du Président est fixée par l'associé unique ou par décision des associés à la majorité simple. Elle peut être gratuite, fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 13 – CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

1. Associé unique. Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Si l'associé unique n'est pas dirigeant, les conventions conclues par le Président sont soumises à son approbation.

2. Pluralité d'associés. En cas de pluralité d'associés, le Président et les dirigeants doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

3. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la société.

ARTICLE 14 – DECISIONS DES ASSOCIÉS (à jour de la Décision de l'Associé Unique du 16/05/2012)

14.1 Associé unique

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat ;
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société ;
- nomination et révocation du Président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- toutes modifications statutaires.

Le commissaire aux comptes est averti de toute décision de l'associé unique.

Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

L'associé unique dresse procès-verbal de ses décisions. Le procès-verbal est signé par le représentant légal de l'associé unique.

14.2 Pluralité d'associés

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte sous seing privé ou notarié signé par tous les associés. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, etc - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, ainsi que la transformation de la société.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant vingt pour cent du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le Président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du Président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'associé ou un des associés demandeurs.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour ; y sont joints tous documents nécessaires à l'information des associés.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président et un associé.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des associés sont présents ou représentés.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de vingt jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé. Le procès-verbal est signé par le Président.

5. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6. Décisions extraordinaires. Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, et sa transformation.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant le droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

7. Décisions ordinaires. Toutes les autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

8. Le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés.

14.3 Conservation des procès-verbaux

Les procès-verbaux des décisions de l'associé unique, des réunions d'assemblées générales, des consultations écrites des associés ou les actes constatant les décisions unanimes des associés sont répertoriés dans un registre spécial coté et paraphé soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

ARTICLE 15 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 16 – COMPTES ANNUELS

16.1 Associé Unique

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

16.2 Pluralité d'associés

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par la décision de justice.

ARTICLE 17 – RESULTATS SOCIAUX

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

17.1 Associé Unique

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique sauf décision contraire de ce dernier.

L'Associé unique peut également, pour tout ou partie du dividende ou acompte sur dividende mis en distribution, décider de le(les) percevoir en numéraire ou en actions de la société.

17.2 Pluralité d'associés

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par décision collective des associés.

La collectivité des associés, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions de la société.

ARTICLE 18 – CONTROLE DES COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la Loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des associés.

ARTICLE 19 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 20 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, ou par décision de l'associé unique.

2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément à la loi du 24 juillet 1966 (codifiée au Livre II du Code de commerce) et aux décrets pris pour son application.

4. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la société, sont soumises au Tribunal de Commerce compétent.

ARTICLE 22 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

ARTICLE 23 – CERTIFICATIONS *(ajouté par Décision de l'Associé Unique du 16/05/2012)*

Des extraits ou des copies des procès-verbaux ou des actes unanimes ou des statuts ou de tout autre acte ou pièce de la société peuvent être émis sur papier libre. Ils sont alors certifiés conformes par le représentant légal de la société.

Toutefois, le représentant légal de la Société peut consentir une délégation de pouvoir, sans faculté de substituer, visant à habilitier une personne physique à délivrer et certifier conformes les extraits ou copies visés au précédent alinéa, étant expressément précisé que cette habilitation ne pourra être consentie qu'à une seule personne physique à la fois.

Dates de dernières mises à jour	20 décembre 1993
	28 décembre 1998
	5 janvier 2001
	30 juillet 2003
	1 ^{er} juillet 2004
	20 décembre 2004 (à effet du 1 ^{er} janvier 2005)
	30 juin 2005
	28 septembre 2007
	19 mai 2009
	3 janvier 2011
	15 septembre 2011
	16 mai 2012
	30 septembre 2014